

Si vous saviez!

3

Israël-Palestine Du Nord, ils appellent à la paix

Dans le cadre d'une campagne internationale, un comité régional vient d'être constitué qui appelle à la libération de Marwan Barghouti, « le Nelson Mandela palestinien ». Le parlementaire, emprisonné depuis douze ans, représente un espoir de paix.

Alors que le bruit des roquettes gagne en intensité à Gaza ou Tel-Aviv, des voix s'élèvent pour réclamer la libération du plus célèbre prisonnier palestinien en Israël, Marwan Barghouti. « Le Mandela palestinien », comme le nomment ses soutiens, est un symbole de la « résistance » d'un peuple tout entier, comme l'a résumé sa femme Fadwa, de passage en France au printemps dans le cadre de la campagne internationale destinée à le faire libérer. Malgré le contexte politique, Marwan Barghouti a régulièrement appelé à un rapprochement israélo-palestinien, ce qui en fait l'espoir de tous ceux qui militent pour la paix.

Comme le Résistant français Stéphane Hessel, décédé, des personnalités ont donné un écho à cette campagne. L'évêque sud-africain Desmond Tutu, l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter ou l'ancien Premier ministre français Michel Rocard ont apporté leur voix pour appuyer la Déclaration de Robben Island, lancée en 2013 en référence au lieu de détention de Nelson Mandela.

Objectif : une centaine de personnalités

Dans la région, un comité de soutien vient d'être constitué, qui appelle aussi à « la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers palestiniens ». Composé de personnalités politiques, de membres d'associations de solidarité avec le peuple palestinien et de défense des droits de l'Homme, il a été officiellement présenté le 4 juillet à Lille lors d'une conférence de presse (où Liberté Hebdo était le seul média représenté). Une quarantaine de personnes, élus PCF et EELV, syndicalistes, militants asso-



Jean-François Larosière, président de l'AFPS Nord-Pas de Calais, Majdouline Sbaï (EELV) et Cathy Apourceau-Poly (PCF), conseillères régionales.

ciatifs, étudiants, ont déjà répondu présents. Parmi eux : Michelle Demessine, sénatrice (PCF) du Nord, Majdouline Sbaï, vice-présidente (EELV) du conseil régional, Bernard Briez, élu à Aubry et parrain de Marwan Barghouti, Didier Costenoble et Catherine Piecuch, de la FSU Nord-Pas de Calais, Mohamed Salem, représentant de la Communauté palestinienne du Nord, Benoît Savouré, président du MRAP Nord-Pas de Calais, Franck Jakubek, directeur de Liberté, des élus du PCF dont Cathy Apourceau-Poly, Bertrand Pericaud, Georges Clerc, Freddy Kaczmarek, Jean-Claude Dulieu, Jean-Jacques Candelier, Odile Hage... « Ce comité est ouvert. Il est important qu'il réunisse le maximum de sensibilités », avance

Marwan Barghouti, incarcéré depuis 2002

Marwan Barghouti, né en 1959 près de Ramallah en Cisjordanie, rejoint le Fatah à l'âge de 15 ans et crée le mouvement de la jeunesse Shabiba. En 1976, son engagement militant lui vaut d'être arrêté par l'armée israélienne, l'obligeant à terminer ses études secondaires en prison.

A sa sortie, il entame des études d'histoire et de sciences politiques à l'université de Birzeit, où il mobilise ses camarades pour la cause palestinienne. Sa position au Fatah l'amène en première ligne de l'Intifada de 1987. Il est arrêté et expulsé vers la Jordanie.

Soutenant la politique de négociation avec Israël, il peut rentrer en 1994 grâce aux accords d'Oslo (1993). Elu responsable du Fatah en Cisjordanie, puis député de Ramallah au Conseil Législatif Palestinien en 1996, il lutte contre la corruption du parti et fait la promo-

tion de la justice économique et sociale ainsi que des droits de l'Homme. Il œuvre pour le rapprochement israélo-palestinien, proposant aux membres de la Knesset de constituer un groupe d'amitié parlementaire.

Mais en 2000 éclate la seconde Intifada. Devenu l'ennemi public n°1, Marwan Barghouti est arrêté par l'armée israélienne en 2002, puis incarcéré. Condamné cinq fois à la prison à vie, il réfute les chefs d'accusation portés contre lui. La prison n'arrête pas cet orateur : depuis sa cellule d'Hadarim, il inspire ses codétenus pour le Document des prisonniers palestiniens, appelant à la paix et à la formation d'un gouvernement de coalition Hamas/Fatah. Il est réélu au mandat de député de Ramallah en 2006.

Eloïse HOARAU

Jean-François Larosière, président de l'AFPS Nord-Pas de Calais (Association France-Palestine Solidarité). « Il faut faire connaître la réalité de la situation en Palestine », ajoute-t-il. « Si une centaine de personnalités du Nord-Pas de Calais appelait à la libération de Marwan Barghouti, ce serait quelque chose de fort ».

« Pas de paix sans justice »

Appel entendu en partie par le Conseil régional, dont le siège accueillait la conférence de presse du 4 juillet. « On sait combien la question est importante pour la paix », indique Majdouline Sbaï, vice-présidente (EELV) du Conseil régional et membre du comité. « L'incarcération ne peut garantir une paix durable. Pas de paix sans justice », estime-t-elle. « La Région, en tant que gouvernement local, a un rôle à jouer, via ses politiques publiques, en prenant position, en soutenant les associations ou en accueillant des initiatives ».

Saluant « un beau moment de solidarité », Cathy Apourceau-Poly, conseillère régionale PCF, fait de ce combat celui de « tous ceux qui sont privés de liberté pour leur opinion politique, en Palestine et ailleurs ».

Après une première manifestation, dans les rues du quartier de Wazemmes, à Lille, le 6 juillet, d'autres actions sont à l'étude. « Les membres du comité sont à la disposition de toutes les forces qui souhaitent organiser un événement, une manifestation », souligne Jean-François Larosière.

Rudolf Bkouche, de l'Union juive française pour la paix, soucieux d'apporter « une expression juive de soutien au peuple palestinien », insiste sur la nécessité de privilégier l'action politique plutôt que le droit dont « l'Etat israélien se moque », allusion aux implantations illégales des colonies, aux rétentions administratives ou au non-respect de résolutions de

l'ONU. « Avraham Burg (ancien président de la Knesset, ndlr) vient de déclarer que le responsable des quatre récents assassinats (Après le meurtre de trois jeunes Israéliens, un ado palestinien a été tué, un crime imputé par la police à des extrémistes juifs, ndlr) était la politique israélienne. Attention au climat qui se développe ». Quelques jours après la tenu de ces propos, l'escalade guerrière ne faisait qu'augmenter à Gaza. Le Hamas a tiré des roquettes jusque Tel-Aviv et Jérusalem. Les raids israéliens ont frappé Gaza. En vingt-quatre heures, selon Le Monde (10 juillet), 32 Palestiniens y ont trouvé la mort.

Mathieu HEBERT

Gaza : près de 80 morts en 3 jours

12 juin : Enlèvement de trois jeunes israéliens Eyal Yifrach, Naftali Frenkel et Gilad Shaar en Cisjordanie. Leurs corps sont retrouvés le 30 juin. Entre-temps, des voix d'extrême-droite réclament « vengeance ».

1er juillet : Inhumation des corps des trois victimes. Enlèvement du Palestinien Mohamed Abou Khdeir, 16 ans, dont le corps est retrouvé quatre heures plus tard.

2 juillet : La famille de Naftali Frenkel dénonce ce meurtre et soutient la famille de Mohamed Abou Khdeir. Heurts entre des Palestiniens et la police israélienne. Violences à Jérusalem. Tirs de projectiles vers Israël. Tsahal réplique par des frappes aériennes. Sur les réseaux sociaux, des soldats en uniforme affichent leur soutien aux actes de vengeance.

4 juillet : Enterrement de Mohamed Abou Khdeir. Nouveaux heurts, qui gagnent en intensité le lendemain après l'annonce des résultats de l'autopsie : le jeune Palestinien a été brûlé vif.

6 juillet : Netanyahu appelle à « ne pas se faire justice soi-même ». Arrestation de six « juifs extrémistes », qui avouèrent le lendemain avoir tué Mohamed par « vengeance ». Un cousin, Américain d'origine palestinienne, arrêté plus tôt, est relâché ; il témoigne de violences policières au cours de sa détention. Les États-Unis demandent une enquête.

6-8 juillet : tirs de roquettes vers Israël, raids sur Gaza. Le 8 juillet : L'opération aérienne « protected edge » est lancée, sans limite de temps. Israël mobilise 40.000 réservistes.

10 juillet : poursuite des combats à l'aube. Selon l'armée israélienne, une centaine de roquettes ont été tirées vers Israël depuis le 7 juillet. En réponse, plus de 750 cibles ont été bombardées à Gaza. Entre lundi et mercredi, près de 80 personnes ont trouvé la mort. Ce cycle de violences est le plus grave depuis l'offensive sur Gaza en 2012.